

## **Eric Trappier : « le gouvernement devrait davantage laisser les partenaires sociaux négocier »**

« “Les organisations patronales sont prêtes à rediscuter d’emploi des seniors” », titre **Les Echos** qui ouvre ses colonnes au **président de l’UIMM. Eric Trappier** critique la méthode du gouvernement sur les retraites et l’appelle à faire davantage confiance aux partenaires sociaux. Jugeant qu’il ne s’agit pas d’une « crise de la démocratie sociale », il énumère les nombreux accords négociés, dont le dernier, « un accord de branche » sur les minima salariaux pour 2023 » qui seront relevés de 4,7 % pour les ingénieurs et les cadres ». « Il y a surtout un problème de méthode », estime Eric Trappier pour lequel « le gouvernement devrait davantage laisser les partenaires sociaux négocier ». « Il aurait fallu savoir rendre cette réforme acceptable », indique-t-il. Il dit les organisations patronales « prêtes à rediscuter » de pénibilité, d’usure professionnelle et plus particulièrement d’emploi des seniors. « Nous sommes ouverts à de nouvelles négociations, tout en gardant en tête la nécessité d’être plus compétitif et de relocaliser des activités en France ». « La priorité absolue aujourd’hui est d’être capable de produire et d’innover pour répondre à la demande mondiale », martèle le patron de l’UIMM ajoutant que les partenaires sociaux n’ont « pas suffisamment la main. » Appelant à l’unité et à l’efficacité du monde patronal, il annonce, pour l’élection du nouveau président du Medef, que « clairement, le soutien de l’UIMM va à Patrick Martin, pour faire émerger un consensus dans le monde patronal ». « Nous voulons peser pour faire avancer certains sujets économiques et sociaux, par le dialogue social », ajoute encore Eric Trappier, énumérant les différents défis de l’industrie, dont l’énergie, « le combat numéro un ». « Nous devons aller de façon déterminée et très vite sur le nucléaire. Mais il faut avoir les compétences pour ce faire ». Interrogé sur le projet de loi « industrie verte » du gouvernement, le président de l’UIMM juge les intentions « bonnes », notamment « sur la simplification des procédures ». Mais il faut faire ce mouvement « à un rythme acceptable », modère-t-il, rappelant que « ceux qui ont le plus besoin d’aide, ce sont les industriels les plus carbonés. » Il avoue craindre « un fléchage trop restrictif des crédits d’impôts prévus par ce projet de loi vers certaines filières » et souligne qu’il faut encore « baisser les impôts pour gagner cette compétitivité nécessaire pour la décarbonation ». **(Les Echos, p.2)**

Dans la version complète de cet entretien publiée sur le site internet des Echos, Eric Trappier, interrogé sur une éventuelle baisse de cotisations à l’avenir pour réduire le coût du travail, indique que le sujet « sera sur la table des discussions prévues dans les prochains mois ». « Ce qui est sûr, c’est qu’il ne saurait être question de voir l’Etat piocher dans ces excédents », précise-t-il. Notant qu’aujourd’hui, « force est de constater que chacun défend ses intérêts », il juge que la réponse de l’Europe à l’IRA américain « n’est pas à la hauteur, spécialement quant aux moyens mis sur la table ». « Si les Etats-Unis défendent leurs intérêts, il faut que nous fassions de même, que vous nommiez cela protectionnisme ou par un autre terme », conclut le patron de l’UIMM. (LesEchos.fr)